

Service de coordination
Action de citoyens sourds et entendants
« Dépistage Néonatal de la Surdité »
rue du Rempart, 35
7500 Tournai
carolineher@yahoo.fr

Madame la Ministre Catherine Fonck
Ministre de la Santé, de l'Enfance et
de l'Aide à la jeunesse
Boulevard du Régent 37/40
B.1000 Bruxelles

le 8 décembre 2006

Madame la Ministre,

Vous venez de lancer une campagne de promotion du dépistage néonatal de la surdité. Une fois de plus, celle-ci provoque une vive émotion dans la communauté des sourds et leurs proches. Plusieurs fois déjà, des voix d'horizons différents, ont essayé de vous ouvrir les yeux et le cœur, pas seulement à la réalité médicale de la surdité, mais aussi à sa réalité sociale. Vous continuez à véhiculer ce cliché scientifiquement absurde, selon lequel, il n'y aurait pas de langage en dehors du sonore.

Sur le principe, nous ne nions pas l'intérêt d'un dépistage systématique précoce de la surdité. C'est la logique dans laquelle celui-ci est réalisé, à l'origine de ce que vous avez appelé la filire de soins, qui conduit du dépistage à l'implantation cochléaire des enfants sourds, qui pose essentiellement problème. En dehors du cercle médical restreint qui s'occupe d'audition et des parents de jeunes enfants sourds, malheureusement très mal informés, l'implantation cochléaire est très loin de faire l'unanimité. Des sociologues, des linguistes, des psychologues, des psychiatres, des psychanalystes, des neurologues, des pédagogues, des médecins et aussi de nombreux parents d'enfants sourds, lorsqu'ils se sont détachés de l'emprise médicale qui gouverne les premières années de vie de leur enfant, sont aujourd'hui très inquiets. Les témoignages poignants de nombreux adolescents implantés dans l'enfance, lorsqu'ils accèdent à leur propre parole, viennent aujourd'hui renforcer encore nos inquiétudes.

En outre, les conditions dans lesquelles ce dépistage est réalisé, transgressent systématiquement la plupart des critères qui rendent ce type de pratique admissible d'un point de vue éthique (critères de Wilson et Jungner).

L'aspect caricatural de cette transgression est parfaitement illustré par le fait que vous ajoutez la surdité à la liste de cinq maladies dépistées en néonatal (phénylcétonurie, hypothyroïdie congénitale, hyperplasie congénitale des surrénales, drépanocytose et mucoviscidose), qui de toute évidence ne sont pas du même ordre que la surdité. Celle-ci n'étant non seulement pas une maladie, mais étant considérée par une bonne partie de vos concitoyens, comme une variabilité de l'espèce humaine à l'origine des langues des signes. Une différence dont notre société s'enrichit.

Vous avez fait le choix de promouvoir une vision particulière de la normalité. C'est votre liberté, mais vous nous semblez là, à mille lieues des valeurs humanistes dont vous vous réclamez.

Le refus d'entendre la parole des sourds, qui restent les meilleurs connaisseurs de leur réalité sociale, ne vous fait pas honneur. Le Conseil Consultatif de la Langue des Signes, dont la création avait suivi la reconnaissance de la langue des signes sous la précédente législature, est aujourd'hui à l'agonie.

Il n'y a toujours en Communauté Française, aucun moyen financier libéré pour permettre aux parents d'enfants sourds d'apprendre la langue des signes. Quelle liberté ont-ils de choisir d'accueillir leurs enfants dans le respect de leur différence dans ces conditions ? Et qu'on ne nous dise pas qu'il manque de moyens, le prix d'un seul (!) implant cochléaire correspond au coût annuel d'un équivalent temps plein de professeur de langue des signes. C'est bien d'un choix politique qu'il s'agit. Et nous sommes nombreux à ne pas le partager. Souhaitez vous, madame la Ministre, rester dans l'histoire des milliers de sourds de notre pays, celle qui sera restée totalement sourde à leur parole ?

Service de coordination.